

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Silen, Juan Angel, *We, the Puerto Rican People – A Story of Oppression and Resistance*, New York, Monthly Review Press, 1971, 75 p.

par Christian A. Girault

Études internationales, vol. 3, n° 3, 1972, p. 430-431.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700235ar>

DOI: 10.7202/700235ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

infections provoquées par virus. L'opinion du Dr Glick que les universitaires manquent généralement d'objectivité et, pour cette raison, voient d'un mauvais œil les dépenses du ministère de la Défense parce qu'ils sont hostiles à la participation américaine au Viêt-nam en est une valable.

Également, le rôle du ROTC sur les campus universitaires demeure très confus et mal interprété. Le ROTC est un programme rendu obligatoire dans les campus par la législation de l'État et/ou par les règlements de l'université, et non par une loi (une ordonnance) fédérale. La crainte que les éléments de la ROTC « enrégimentent » les étudiants de l'université n'est tout simplement pas fondée si l'on considère que ces éléments sont présents sur les campus depuis plus d'un siècle et sont encore en voie de suppression, et ont été supprimés par l'université ou l'État dans de nombreux cas. L'auteur suggère cependant que, étant donné que la force armée est un « domaine » du gouvernement, et puisque les unités de la ROTC fournissent la plupart des officiers de l'armée, il incombe à l'université de produire le personnel le plus instruit possible (le mieux formé). Pour ces raisons, l'auteur préconise que le programme de la ROTC soit considéré par les universités comme un sujet académique sous la direction de la faculté provenant d'un certain nombre de disciplines et que soit reporté les exercices et l'apprentissage du maniement des armes jusqu'à ce que l'individu se présente pour le service actif après avoir reçu ses diplômes de l'université.

E. Glick fait la remarque intéressante que les académies militaires (Armée, Marine et Aviation) devraient se fusionner en une seule institution qui dispenserait une formation générale pendant deux ou trois années et la spécialisation militaire s'effectuerait à la fin de cette période. Selon lui, cela augmenterait la capacité de nombreux officiers militaires de carrière et épargnerait des millions de dollars aux contribuables. On peut relever encore une autre suggestion de l'auteur, bien qu'elle manque, toutefois, d'originalité. Il fait chorus avec de nombreux Américains qui réclament une armée nationale de jeunes — une armée où l'accent ne serait pas mis sur le côté militaire — mais une armée très mobile et qui soit une force positive dans le monde comme le Corps de la Paix ou VISTA.

À son livre, le Dr Glick ajoute un certain

nombre de graphiques et de tableaux intéressants et facilement compréhensibles pour étayer ses conclusions, plus une bibliographie assez importante. Il est à noter, cependant, que ses citations bibliographiques renferment beaucoup de publications du gouvernement et discours (causeries) de hauts fonctionnaires qui font de cet ouvrage une rationalisation de la valeur des forces armées américaines. La lecture de cet ouvrage nous oblige non seulement à admettre la nécessité pour les États-Unis de maintenir une puissante force militaire mais encore de quelle manière rattacher cette force pour qu'elle ait un effet positif sur la société au service de laquelle elle se trouve.

William MATSON

Directeur du Projet Core,
Champlain Regional College,
Lennoxville, Québec.

SILEN, Juan Angel, *We, the Puerto Rican People — A Story of Oppression and Resistance*, New York, Monthly Review Press, 1971, 75p.

L'ouvrage de Juan Angel Silen, un militant indépendantiste professeur à New York, est décevant. Le lecteur n'y trouvera ni une histoire valable de Puerto Rico, ni une analyse sociale valable du peuple portoricain.

La première partie est même consternante. L'auteur touche à la géographie de l'île, à son histoire depuis la découverte jusqu'à la guerre hispano-américaine, à la littérature portoricaine sans qu'à aucun moment l'argumentation ne convainque.

En ce qui concerne la géographie, la carte (page 14) n'a pas d'échelle ; deux citations de voyageurs sont utilisées (pages 16-17) pour prouver la même chose alors qu'elles sont contradictoires. En ce qui concerne l'histoire, la périodisation n'est pas annoncée ; les faits sont rapportés dans un désordre inquiétant, si bien qu'il faut être familier de l'histoire antillaise pour comprendre cette partie de l'ouvrage. Enfin : insistons sur la littérature portoricaine. N'étant pas spécialiste, nous éviterons de nous prononcer sur ce chapitre. Cependant, il est troublant de constater que les écrivains du XX^e siècle et leurs œuvres sont évoqués avant l'étude de l'histoire et de l'économie de la période correspondante.

La thèse de l'auteur est que la géographie, l'histoire et la littérature enseignées à Puerto Rico sont viciées par un mépris fondamental de l'homme portoricain, décrit comme « *docile* » parce que déterminé par son petit espace insulaire et son passé colonial. La thèse est certainement intéressante : elle méritait mieux que cette sociologie critique de la connaissance bâlée.

Heureusement, les trois parties suivantes qui adoptent un plan grossièrement historique pour parler de la période contemporaine sont meilleures. On y sent l'auteur plus soucieux d'explications de la situation coloniale de son pays et en même temps de directions d'action pour la libération, ce qui ne veut pas dire qu'il réussit complètement dans sa tâche.

La situation de l'île est en effet de celles qui paraissent sans issue sur le plan politique. La colonisation espagnole a été suivie d'une nouvelle colonisation, celle des États-Unis, colonisation qui n'ose pas dire son nom et qui ne sait d'ailleurs quelle solution constitutionnelle choisir, du *Foraker Act* (1900) instituant une sorte de proconsulat à l'*Estado Libre Asociado* (1952) qui est toujours en vigueur.

Mais là où la situation devient plus critique, c'est lorsque l'on constate que l'élite bourgeoise de l'île est corrompue et complice du système colonial sous ses diverses variantes. Le parti populaire démocratique de Muñoz Marín au pouvoir jusqu'en 1968 incarne le compromis fondamental entre nationalisme portoricain et pouvoir colonial : la rhétorique nationaliste cache la collaboration avide avec les capitaux yankees. Le parti républicain de Ferré, au pouvoir depuis 1968 sous le nom de *Partido Nuevo Progressista*, a des liens directs avec les puissances d'argent et est en faveur d'un rattachement aux États-Unis sous la forme d'un 51^e État. Les différents mouvements indépendantistes qui, actifs depuis les années quarante, n'ont pas recueilli jusqu'à maintenant grands succès aux élections, ne sont pas à l'abri des tendances petites-bourgeoises et même réactionnaires lorsqu'ils sont influencés par le nationalisme traditionnel. Alors évidemment, dans tout cela, le peuple portoricain n'a guère la parole. Le système est oppressif par le biais de l'armée, de la religion, de l'école qui inclinent à la soumission au pouvoir en place. Les femmes, en tant que telles, sont doublement victimes : victimes du *machismo* (complexe de supériorité du mâle)

qui les rabaisse, victimes de l'aliénation dans leurs travaux salariés et non salariés.

L'auteur, assez précis sur ces derniers points, et néanmoins faible sur l'analyse de l'évolution économique et sociale récente. Les phénomènes de l'émigration, de l'industrialisation (superficielle) sont peu ou mal expliqués, si bien que la stratégie politique proposée (pro-indépendance) en pâtit.

L'auteur écrit, page 113 : « La conscience nationale et la conscience de classe ne sont pas mutuellement exclusives : elles se complètent. Ce sont deux parties idéologiques d'un même mouvement révolutionnaire luttant pour l'indépendance et la libération nationale ». Mais il ajoute immédiatement après avoir écrit cela : « Cependant l'idéologie courante du peuple peut contenir une forme de conscience de classe qui est antagoniste d'une conscience nationale ». Complémentarité ou antagonisme ? Le flou idéologique est patent, surtout lorsque ces affirmations (l'une et l'autre) ne sont appuyées par aucune démonstration. D'autre part, s'il est bien dit que les groupes à la tête de la lutte de libération sont la classe ouvrière et la jeunesse (surtout étudiante), on est surpris de ne rien trouver sur la place des émigrés dans la lutte politique (puisqu'en maintenant, il y a deux peuples portoricains, l'un dans l'île, l'autre sur la côte est des États-Unis) (cf. Oscar LEWIS, *La Vida*).

Dans ces conditions, la stratégie politique esquissée en quatrième partie est nécessairement vague, et ne paraît être que le dénominateur commun d'une nouvelle gauche très divisée. La lutte pour l'indépendance se fera de façon empirique (un chapitre s'intitule symptomatiquement *La recherche du talon d'Achille*) sur plusieurs fronts : les élections, la lutte syndicale, la lutte armée (l'auteur encourage l'action des commandos armés de libération qui font sauter des bombes à San Juan et entament des actions de guérilla).

L'ouvrage peut être consulté par ceux qui étudient les idées politiques aux Antilles et dans les pays dépendants, mais répétons-le, il déçoit sur beaucoup de points ; entièrement réalisé à partir des sources de seconde main, il manque trop d'analyses sérieuses et suivies et manque même de clarté (ex. : des faits importants sont rapportés en notes infrapaginales).

Christian A. GIRAULT

Géographie,
Université Laval.